



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le **23 JAN. 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SICOGAZ

Kergrenne en Quéven
56530 Quéven

Références : LH/FD/E/2025
Code AIOT : 0005501999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2024 dans l'établissement SICOGAZ implanté Kergrenne - 56530 Quéven. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale visant à tester le Plan d'Opération Interne (POI) d'exploitants d'établissements Seveso, par la réalisation d'un exercice inopiné, en heures ouvrées ou hors heures ouvrées.

Dans le cas présent, l'exercice inopiné s'est déroulé en début de soirée soit hors heures ouvrées, le site étant à l'arrêt.

L'exploitant n'a été informé ni de la date ni du scénario de cet exercice.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICOGAZ
- Kergrenne - 56530 Quéven
- Code AIOT : 0005501999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SICOGAZ exploite au lieu-dit « Kergrenne » à QUEVEN un dépôt vrac et bouteilles de GPL (propane et butane) avec postes de chargement/déchargement de citernes routières. Le dépôt est soumis à Autorisation et classé Seveso Seuil haut.

L'établissement bénéficie d'un plan de prévention des risques technologiques approuvé le 27 février 2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est ci-dessous.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan d'Opération Interne – Mesures de maîtrise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V-c)	Demande d'action corrective	1 mois
7	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois
8	État des matières stockées – dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'Opération Interne – Élaboration	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-41	Sans objet
2	Plan d'Opération Interne – Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V-g)	Sans objet
3	Plan d'Opération Interne – Responsable Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V-a)	Sans objet
5	Plan d'Opération Interne - Produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 9	Sans objet
6	Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V-i	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée en inopiné et en dehors des heures ouvrées a permis de mettre en évidence une bonne maîtrise des procédures d'urgence et moyens à mettre en oeuvre de la part des agents qui sont intervenus. Il a été rappelé à l'exploitant l'échéance du 30 juin 2025 pour la mise à jour du POI, si nécessaire, avec la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie et des dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux.

Par ailleurs, les documents permettant d'établir l'état des stocks sont à améliorer pour répondre pleinement aux objectifs réglementaires de gestion d'un événement accidentel et d'information de la population.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opération Interne – Elaboration

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens. 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.
Constats : Le Plan d'Opération Interne de l'établissement SICOGAZ a été mis à jour en décembre 2022, soit depuis moins de 3 ans (intervalle maximum fixé par l'article R-515-100 du code de l'environnement) , et transmis à l'inspection des installations classées par courrier reçu le 23 mars 2023. Lors de l'exercice hors heures ouvrées, l'inspection a pu constater que cette version du POI était disponible dans les bureaux abritant le PC exercice.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'Opération Interne – Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V-g)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le Plan d'Opération Interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021: au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes

Constats :

Le POI prévoit 2 types d'organisation, pendant les heures ouvrées et hors heures ouvrées. Ainsi hors heures ouvrées la fonction DOI (Directeur des opérations interne) est assurée par l'un des agents du centre qui est d'astreinte (chef de centre ou adjoint d'exploitation). Le POI comporte une fiche « fonction d'astreinte », une fiche « fonction DOI », une fiche « fonction chef Intervention » et une fiche « fonction Intervention ».

Des constats plus détaillés sont précisés en annexe confidentielle

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'Opération Interne – Responsable Alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V-a)

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

Données et informations devant figurer dans le Plan d'Opération Interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;

Constats :

Suivant le schéma d'alerte en dehors des heures ouvrées et la fiche fonction du DOI et la fiche de fonction de l'astreinte :

- l'astreinte assure la fonction de DOI en attendant l'arrivée du titulaire,
- le DOI décide, s'il le juge nécessaire, du déclenchement du POI.

Lors de l'exercice inopiné, l'astreinte, à son arrivée, a assuré la direction des secours et a déclenché le POI.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'Opération Interne – Mesures de maîtrise

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V-c)

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

Données et informations devant figurer dans le Plan d'Opération Interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :

...

- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

Constats :

Hors heures ouvrées, l'agent d'astreinte qui assure la fonction de DOI jusqu'à l'arrivée du DOI titulaire, intervient seul. Selon la fiche « personnel d'astreinte » du POI SICOGAZ, il a notamment pour fonction :

- d'assurer la fonction de DOI jusqu'à l'arrivée du DOI titulaire,
- d'évaluer la situation,
- de s'assurer de la mise en sécurité des installations,
- d'appeler le chef de centre,
- de remplir le message d'alerte et de lancer le train d'appel,
- d'armer le PCex,
- d'être l'interlocuteur du représentant du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

Une matrice d'aide à la décision figure au § 1-2 du POI ; s'il est estimé que les effets sont susceptibles de sortir de l'établissement, le déclenchement du PPI (plan particulier d'intervention) doit être demandé.

Lors de l'exercice inopiné du POI, l'inspection n'a pas demandé à l'agent d'astreinte la simulation d'une aggravation du sinistre pouvant conduire à des effets hors site et au déclenchement du PPI. Des constats plus détaillés sont précisés en annexe confidentielle

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Plan d'Opération Interne - Produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R.515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le Plan d'Opération Interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

La dernière version du POI date de décembre 2022 donc antérieure à cette nouvelle obligation applicable au plus tard le 30 juin 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, il est rappelé à l'exploitant qu'il lui appartient, dans le réexamen attendu début 2025 de l'étude de dangers, de :

- se prononcer sur la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis du fait de la présence dans l'établissement de bouteilles de gaz (butane et propane) dont l'enveloppe est constituée de matières composites et/ou plastiques,
- mettre à jour le POI avant le 30 juin 2025 sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V-i
Thème(s) : Risques accidentels, Substances Prélèvements environnementaux
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le Plan d'Opération Interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L.515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux Plans d'Opération Interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1 ^{er} janvier 2023.
Constats : La dernière version du POI date de décembre 2022 donc antérieure à cette nouvelle obligation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En fonction des éléments attendus et mentionnés dans la fiche de constat précédente, la mise à jour du POI sur les premiers prélèvements environnementaux sera à effectuer le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité de l'état des stocks
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

A la demande de l'inspection, l'agent d'astreinte a imprimé et remis à l'inspection l'état des stocks de gaz inflammables du site.

Cet état précise notamment :

- la quantité de propane présente dans les réservoirs aériens (tonnage),
- la quantité de GPL (butane ou propane) présente dans les bouteilles.

Les fiches de données de sécurité du butane et du propane sont disponibles, notamment dans le POI.

Par contre, l'état des stocks ne mentionne pas notamment la présence d'un stock de fuel domestique pour alimenter les groupes moto-pompes incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous 1 mois à l'inspection un exemplaire du document état des stocks intégrant toutes les matières stockées sur le site y compris produits combustibles, piles, batteries, le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : État des matières stockées – dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks

Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le Plan d'Opération Interne lorsqu'il existe.

Constats :

L'état des stocks est mis à jour quotidiennement et l'exploitant dispose d'un plan général des zones d'activités et stockages.

Cependant l'état des matières stockées tel qu'édité le jour de l'exercice ne permet pas de répondre entièrement aux objectifs attendus en matière de gestion d'un événement accidentel et d'information de la population ; la dénomination des produits stockés n'est pas renseignée (butane, propane...) et l'état des stocks ne précise pas les familles de mention de dangers des substances stockées.

Le document utilisé pour l'état des stocks doit être complété des informations manquantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous 1 mois à l'inspection un exemplaire des documents état des stocks mis à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

